Impressum

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1252

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'INVITÉ DE DP

Vers une autre voie de développement?

La politique économique dominante présente aujourd'hui deux traits majeurs, une foi dans les vertus de la libéralisation et un cloisonnement stratégique des problèmes.

JACQUES FORSTER
professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), Genève.

Les vertus de la libéralisation deviennent à la fois objectif principal et indicateur de succès de la politique économique. Ils s'accompagnent d' une capacité sans précédent de séparer les problèmes «économiques» des autres dimensions de la réalité sociale. L'actualité économique et politique suisse du premier trimestre de cette année en fournit deux illustrations:

- Ciba-Geigy et Sandoz décident de fusionner. Il s'agit de développer des synergies industrielles et commerciales pour mieux affronter les défis de la globalisation. Ce surcroît de dynamisme coûtera 10 000 emplois, dont 3000 en Suisse.
- Swissair annonce la poursuite de ses efforts pour réduire ses coûts d'exploitation; 1200 postes de travail seront supprimés et la Suisse romande court un risque accru de marginalisation.

Dans les deux cas, ces nouvelles ont provoqué des réactions très contrastées: euphorie à la bourse, anxiété auprès des employés, des autorités et de la population en général. Visiblement, ce qui est bon pour les grandes entreprises n'est plus perçu comme l'étant également pour le pays. Dans le même temps, en quelque sorte à contre-courant, le peuple et le Parlement manifestent leur attachement à la défense de l'emploi sur des dossiers qui, au départ, n'étaient que marginalement liés à cette question:

- lors de l'adoption par le Conseil national de la nouvelle loi sur les exportations d'armes, la majorité décide, contre l'avis du gouvernement, d'exclure les avions Pilatus du champ de la loi. Le maintien d'emplois figure en bonne place parmi les arguments avancés pour justifier une décision: 700 postes de travail à Stans pourraient être menacés si l'exportation des avions était soumise à autorisation. La crédibilité de la politique de promotion de la paix poursuivie par le Conseil fédéral passe au second plan;
- le peuple suisse refuse la centralisation de l'acquisition des équipements personnels des militaires suisses. Il est très vraisemblable que l'on a ainsi voulu maintenir les quelque 2000 emplois mis en péril par cette mesure de rationalisation qui aurait fait économiser 15 millions au budget de la Confédération. La défense de l'emploi passe avant les économies.

Remplacement du travail par le capital

Depuis longtemps, le modèle de développement des pays industriels encourage systématiquement le remplacement du travail par le capital dans les processus de production. Le travail n'était-il pas le facteur de production rare par rapport au capital? C'est ainsi qu'en Allemagne et en France par exemple, entre 1960 et la fin des années 1980, le nombre d'emplois a diminué alors que doublait la production. Ce modèle a engendré un chômage qui n'est pas que conjoncturel et qui conduit à la marginalisation d'une part croissante de la population.

En Europe occidentale, les inégalités sociales qui tendaient à diminuer depuis la fin du XIXe siècle, s'accentuent à nouveau depuis une vingtaine d'années. La «nouvelle pauvreté» a des causes structurelles; elle est cependant traitée de façon palliative comme un phénomène conjoncturel, donc passager. Dans certains pays (notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne) où la fracture sociale s'élargit, on s'achemine vers une société et une économie à deux vitesses. On s'alarme de l'importance de la pauvreté en Russie, mais la répartition des revenus n'y est pas plus inégale qu'aux Etat-Unis. La Suisse n'est pas à l'abri d'une telle évolution qui, à terme, entraîne des coûts politiques, économiques et sociaux considérables.

Davantage de responsabilité sociale

La réponse à ce défi passe par la reconnaissance que le tissu économique et social ne peut désormais être modelé par la seule logique de la compétitivité internationale. Celle-ci occupe certes une place importante dans une petite économie ouverte, mais les objectifs du maintien de la cohésion sociale et des équilibres régionaux sont tout aussi contraignants et prioritaires. Depuis quelque temps, dans plusieurs pays industriels, les limites du modèle dominant deviennent apparentes. Les adeptes du néo-libéralisme eux-mêmes le reconnaissent. Aux Etats-Unis des voix s'élèvent pour réclamer davantage de responsabilité sociale de la part des grandes entreprises. Le 1er avril à Lille, lors de la deuxième réunion du G 7 consacrée à l'emploi (la première date de mars 1994), le Secrétaire américain au travail reconnaissait qu'il convenait de prendre des mesures pour réduire l'inégale répartition des revenus.

La Suisse donne pour l'instant l'impression d'accepter comme regrettables, mais inéluctables, les restructurations dévoreuses d'emploi. Ne serait-il pas temps de se concerter entre entreprises, syndicats et pouvoirs publics pour débattre des projets, des attentes et des contraintes des uns et des autres et pour imaginer d'autres voies de développement? Le renouvellement du contrat social requiert ce dialogue. Il n'est pas nécessaire d'attendre la prochaine fusion pour l'entamer. ■

IMPRESSUM
Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
François Brutsch (fb)
Gérard Escher (ge)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Yvette Jaggi (yj)
Jean Kaempfer
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Jacques Forster
Composition et maquette:
Valérie Bory,
Françoise Gavillet
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
85 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9